

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 26 MARS 2009

1/ Convention de cautionnement avec le CILSE - chalet de la Ravoire

Une convention de location d'un meublé au chalet de la Ravoire a été conclue pour une durée d'un an avec une caution correspondant à un mois de loyer.

Afin de s'acquitter de leur caution, les locataires du chalet de la Ravoire ont fait appel à l'organisme CILSE pour une demande d'aide Loca-Pass. Cette garantie assure le règlement de la caution et le paiement d'impayés de loyers et de charges pour une durée maximale de 18 mois.

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer la convention relative à l'engagement de garantie.

2/ Versement anticipé des attributions du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2008

Le conseil municipal prend acte :

- Le montant de référence est la moyenne des montants des dépenses réelles d'équipement réalisées pour les exercices 2004, 2005, 2006 et 2007, soit 5 464 707 €

- Le montant inscrit aux budgets 2009 pour les dépenses réelles d'équipement est de 6 337 336 € soit une augmentation de 15,97 % par rapport au montant référence déterminé par les services de l'état.

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à conclure avec le représentant de l'état la convention par laquelle la commune s'engage à augmenter ses dépenses réelles d'équipement en 2009, afin de bénéficier de la réduction du délai d'attribution du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2008.

3/ Convention de mise à disposition de personnel par le Centre de Gestion de Haute-Savoie

Approbation de la convention à intervenir entre le Centre de Gestion et la Commune de Passy, à partir du 1^{er} avril 2009, concernant des agents temporaires ou saisonniers recrutés par l'intermédiaire du Centre de Gestion de Haute-Savoie puis mis à disposition de la Commune de Passy

La convention est conclue pour 3 ans à partir de cette date, renouvelable expressément pour la même durée au-delà de son terme, sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties.

4/ Convention de mise à disposition d'un agent chargé de l'inspection en matière de santé et de sécurité au travail par le Centre de Gestion de la Haute-Savoie

Statutairement, l'Autorité Territoriale doit désigner, après avis du Comité d'hygiène et de Sécurité (CHS), le ou les agents chargés de la fonction d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité au travail.(ACFI).

La mission de l'ACFI est de contrôler les conditions d'application des règles d'hygiène et de sécurité, et de proposer à l'Autorité Territoriale compétente, toutes les mesures qui paraissent de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité au travail. Il est un référent pour l'agent chargé de la mise en œuvre de l'hygiène et de la sécurité (ACMO)

Le CHS, dans sa séance du 22 janvier 2009, a décidé de faire appel au Centre de Gestion 74 par le biais d'une convention pour remplir cette mission.

Approbation de la convention à intervenir entre la Commune de Passy et le Centre de Gestion pour une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2009.

5/ Avenant au contrat ENFANCE JEUNESSE

Le contrat Enfance Jeunesse est signé entre la Caisse d'Allocations Familiales et les municipalités en vue d'améliorer l'accueil des enfants de moins de 6 ans et de favoriser l'amélioration quantitative et qualitative des différentes formules d'accueil.

Un avenant à l'actuel contrat « enfance jeunesse » (2006/2009) doit être signé pour l'année 2009. Il s'agit :

- de prendre en compte les activités enfance existantes dans le contrat enfance échu au 31 décembre 2008,
- d'intégrer le schéma de développement enfance, avec l'augmentation en septembre 2009 de 5 places supplémentaires après l'embauche d'une auxiliaire de puériculture au multi-accueil « les Oursons » situé au Plateau d'Assy (ouvert à 20 places en novembre 2008).

6/ Echange de terrains avec le SISE pour permettre l'extension de la station d'épuration

Approbation de l'échange de terrains (sans soulte) proposé entre la Commune de Passy et le SISE.

Le SISE rétrocéderait à la Commune les parcelles O 116 (24a 51 ca), O 117 (9a 73 ca), O 1951 (13a 55 ca) et O 1957 (95a 30 ca).

La Commune céderait au SISE les parcelles O 2545 (19a 52 ca) et O 2543 (50a 56 ca) contiguës à la station.

7/ Echange de terrains - chemin du Crey au Praz

Approbation de l'échange d'une surface de 99 m² et 8 m² apportées par la Commune, et des parcelles d'une surface totale de 135 m² cédées par M. et Mme Delcroix. Cet échange permettant à M. et Mme Delcroix de régulariser la situation existante dans la partie sud de leur propriété et à la Commune d'améliorer les conditions de visibilité du chemin du Crey au Praz.

8/ Habilitation du Maire à déposer une demande de permis de construire (modificatif du permis de l'école du chef-lieu)

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à déposer des demandes de permis de construire modificatif nécessaires à l'évolution du programme de construction de l'école du chef-lieu.

Les modifications concernées sont la pose de panneaux photovoltaïques en toiture, de légères modifications de la zone escalier primaire, ainsi que le déplacement de l'impasse de Lucinges et des stationnements.

9/ Habilitation du Maire à déposer des demandes de permis de démolir (sanitaires publics à proximité des cimetières de Chedde et des Plagnes)

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à déposer les demandes de permis de démolir des sanitaires publics des cimetières de Chedde et des Plagnes.

10/ Travaux de mise en conformité des réseaux d'assainissement chemin de Plaine Peziere

Dans le cadre du programme de travaux d'assainissement, il est prévu la mise en conformité des réseaux d'assainissement chemin de Plaine Péziere. Cette opération prévoit la création d'un collecteur d'eaux usées ; le réseau unitaire existant sera utilisé comme collecteur d'eaux pluviales.

Ces travaux sont susceptibles de bénéficier d'aides.

Aussi, le conseil municipal approuve la proposition de solliciter l'aide financière de l'Agence de l'eau Rhone-Méditerranée-Corse.

11/ Construction d'un espace animation - approbation de l'avenant n° 4 au marché public de travaux du lot 1 clos / couvert

Approbation des dispositions de l'avenant n° 4 passé avec l'entreprise GFC CONSTRUCTION fixant le nouveau montant du marché à 4 316 520,24 €H.T. au lieu de 4 271 000 €H.T.

12/ Construction d'un espace animation - attribution du lot 15-5 de l'opération de travaux de l'espace animation

La Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer le lot 15-5 à la société HUGON ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 153 884 € H.T. comprenant la solution de base et option 1 permettant le déplacement des tribunes vers l'avant.

Le conseil municipal prend acte de la Commission d'Appel d'Offres.

13/ Construction d'un espace animation - approbation de l'avenant au marché public de travaux du lot 12-2 sol souple

Approbation des dispositions de l'avenant n° 1 passé avec l'entreprise COMPTOIR DE REVETEMENT fixant le nouveau montant du marché à 22 870,00 € H.T. au lieu de 20 100 € H.T.

14/ Neige de culture à Plaine-Joux / avenant n° 1 - lot 1 processus et tuyautage

Approbation des dispositions de l'avenant n° 1 passé avec l'entreprise SNOWSTAR fixant le nouveau montant du marché à 276 965,94 € H.T. au lieu de 267 500,54 € H.T.

15/ Sécurisation de la route départementale n° 39 - aménagement avenue de Marlioz / avenant n° 1 - lot 2 revêtement

Approbation des dispositions de l'avenant n° 1 passé avec l'entreprise COLAS fixant le nouveau montant du marché à 287 205,20 € H.T. au lieu de 249 996 € H.T.

16/ Travaux neufs et d'entretien des réseaux d'eaux pluviales sur le territoire de la Commune de Passy / approbation du marché public

Pour la réalisation de travaux neufs et d'entretien des réseaux d'eaux pluviales, la Commune de Passy a lancé un appel d'offres ouvert pour un marché public de travaux à bons de commande de 12 mois renouvelable 3 fois de façon expresse (soit 48 mois).

- avec un minimum de 30 000 € H.T. et un maximum de 300 000 € H.T. par an,

(soit un minimum de 120 000 € H.T. et un maximum de 1 200 000 € H.T. - pour 4 ans)

La Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer le marché à l'entreprise MABBOUX ROGER ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le conseil municipal prend acte de la décision de la Commission d'Appel d'Offres.

17/ Signature d'une convention d'objectifs avec l'association Office du Tourisme

L'attribution d'une subvention de 231 000 €uros à l'Office du Tourisme de Passy rend obligatoire la conclusion d'une convention d'objectifs, afin de définir les objectifs à mettre en oeuvre par l'Office du Tourisme en contrepartie de la subvention accordée par la Commune.

Le conseil municipal donne son accord pour la signature de la convention d'objectifs avec l'Office du Tourisme de Passy.

COMMUNICATIONS

Décisions du Maire

- 01/09** **Modification du montant de l'avance consentie au régisseur de la Garderie Périscolaire et Centre de Loisirs (période scolaire) « graine de malice » du Plateau d'Assy**
Modification de l'article 1^{er} de la décision n° 02-2004 : le montant maximum mensuel de l'avance consentie au régisseur est porté à 250 €.
- 08/09** **Modification de la décision n° 95/08 – tarifs communaux 2009**
Modification de la décision n° 95/08 concernant les points suivants
- salle hors sac de Plaine-Joux,
 - salles communales,
 - piscine de Marlioz,
 - vacations funéraires par un agent de police.
- 09/09** **Contrat de maintenance de l'ascenseur de l'espace animation**
Un contrat d'entretien est passé avec la société Thyssenkrupp Ascenceurs concernant l'ascenseur de l'espace animation, pour un prix annuel hors taxes de 1 500 €, révisable au 1^{er} janvier de chaque année.
Le contrat d'une durée initiale d'un an est renouvelable par reconduction expresse de trois fois.
- 11/09** **Contrat de maintenance du patrimoine campanaire (églises de Passy et de Chedde)**
La SARL Paccard Fonderie est chargée d'assurer annuellement, pour le compte de la Commune de Passy le contrôle et la révision des cloches, des horloges, des équipements et paratonnerres dans les églises de Passy chef-lieu et de Chedde.
Un nouveau contrat est établi pour une durée de cinq ans (reconduction express une fois pour la même période) avec une formule d'indexation.
Le coût pour l'année 2009 s'élève à 315 € H.T.